

TEXTE D'ORIENTATION DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE (ÉE) ET DES SYNDIQUÉ·ES HORS TENDANCE

La vie démocratique d'une organisation syndicale repose sur sa capacité à organiser les temps d'échanges et de débats qui vont nourrir ses prises de décisions. Dès lors que celles-ci engagent la totalité de l'organisation, il est en effet essentiel qu'elles soient légitimées par des processus les plus collectifs possibles.

Les instances régulières à l'échelle départementale, académique et nationale, permettent aux militant·es d'agir au quotidien dans le respect des mandats adoptés en congrès, réunis pour le SNEP-FSU comme pour la FSU tous les trois ans. Ces mandats concrétisent les valeurs, les principes et les orientations, sur lesquels reposent notre syndicat et notre fédération, et guident leur activité. Ils évoluent bien sûr dans le temps en fonction des (contre)réformes, du contexte social, politique ou des évolutions sociétales.

Le SNEP et la FSU se définissant comme des organisations syndicales **de lutte et de transformation sociale**, leurs mandats sont porteurs à la fois de revendications au plus près de l'exercice des métiers (pour le SNEP-FSU celui d'enseignant·es d'EPS ou de professeur·es de sport du ministère chargé des sports), **mais aussi** de revendications plus générales visant à la transformation émancipatrice de la société et à la construction d'alternatives au néolibéralisme.

Dès lors, et régulièrement, la question se pose de l'articulation entre «spécifique» et «général» et des actions militantes à développer pour mener cette double tâche (améliorer le quotidien immédiat et préparer l'avenir).

La reconnaissance de la haute expertise du SNEP-FSU sur les sujets qui touchent son champ de syndicalisation, la confiance renouvelée des collègues lors des élections professionnelles, la

place majoritaire qu'il occupe de ce fait dans les instances avec l'administration lui confèrent une audience importante auprès de la profession. Celle-ci lui donne aussi une responsabilité particulière dans la mise en mouvement des personnels et le développement d'une activité syndicale susceptible de peser et d'améliorer la vie, au travail mais aussi plus globalement. Nous sommes d'accord avec le sociologue Karel Yon pour qui le syndicalisme de transformation sociale renvoie à l'idée que l'on ne peut pas défendre efficacement les travailleuses et travailleurs sans tenir compte de tout ce qu'ils et elles sont et vivent au-delà de leur emploi. **Se saisir des problématiques liées à leur statut de citoyen·nes ou d'habitant·es, leur identité de genre ou leur orientation sexuelle, leur nationalité ou leur trajectoire migratoire, leur appartenance générationnelle ou leur inscription dans un milieu naturel... est donc indispensable. Tout comme il est indispensable de se saisir des problématiques directement liées à nos conditions de travail, au traitement de l'EPS et du sport scolaire par les gouvernements successifs, aux questions d'entrée dans le métier ou de déroulement de carrière, aux services publics du sport et de l'Éducation.**

Les scandales comme celui de Be-tharram, révèlent par exemple combien, en France, l'École peut être le cadre de violences psychologiques, physiques, sexistes et sexuelles. Plusieurs études montrent qu'elle continue de produire et reproduire ségrégation, racisme et inégalités.

Contournements de cartes scolaires, orientation en LP, LGT, dans l'enseignement supérieur selon les classes sociales et/ou le genre, préjugés liés à la couleur de peau ou à l'origine présumée perdurent dans les écoles et les établissements scolaires. Cette réalité touche bien sûr aussi l'EPS et l'association sportive.

Les inégalités liées à la géographie, au climat, aux choix politiques des collectivités locales, au nombre et à la qualité du bâti scolaire et des installations sportives ont aussi des conséquences directes sur les conditions d'enseignement et d'étude et les rendent fortement inégales sur l'ensemble du territoire.

Ces inégalités/discriminations, qu'elles soient de classe, ethnoraciales, de genre ou territoriales, à l'École mais aussi bien plus largement dans la société, sont renforcées par les choix du pouvoir exécutif, guidés par l'idéologie néolibérale.

Le néolibéralisme est fondé sur la croyance que la liberté des individus à suivre un parcours selon leur mérite ou leurs revenus, et celle du marché, conduisent à leur efficience (notamment à générer toujours plus de profits). Il poursuit ainsi depuis une cinquantaine d'années, une entreprise de réduction de l'intervention et de l'investissement de l'État. Il organise les coupes dans les politiques de protection sociale, affaiblit les services publics en réduisant leurs missions et en les privant de moyens quand ce n'est pas, sous de faux prétexte d'efficacité et de modernisation, en cherchant à les privatiser comme c'est le cas pour des secteurs de l'éducation, la santé ou l'énergie ...

Le capitalisme néolibéral, à la racine d'immenses disparités de ressources entre les milliardaires et les millions de pauvres, conduit à la présentation de budgets de l'État austéritaires imposant des dizaines de milliards

d'économies sur les dépenses publiques. En refusant de taxer les ultra riches il fait porter le poids de cette austérité sur les plus modestes pour qui les services publics et les prestations sociales sont indispensables à la satisfaction de leurs besoins essentiels voire à leur survie.